



PRINCIPAUX INDICATEURS

Population : 69,8 millions d'habitants (2020)
 PIB : \$ 520 milliard (2019)
 Taux de croissance : 2,7% (2019)
 GDP per capita : USD 6 361.6 (2018) Taux d'inflation : 0,9% (2019)
 Exportations vers la France : € 2,81 Mds (2018)
 Importations françaises : € 1,8 Mds (2018)
 Position de la France : 1,5% de part de marché - 2ème partenaire européen
 - 16ème fournisseur et 23ème client
 IDE entrants : \$ 16,87 Mds (ou 506 Mds Thai Baht)

Carte du Pays



PRESENTATION ECONOMIQUE DU PAYS

Située au **cœur de l'Asie du Sud-est**, la Thaïlande, de par sa situation géographique avantageuse, se place comme un **pays carrefour** des échanges commerciaux. La capitale, **Bangkok**, située au centre du pays, compte plus de 12 millions d'habitants.

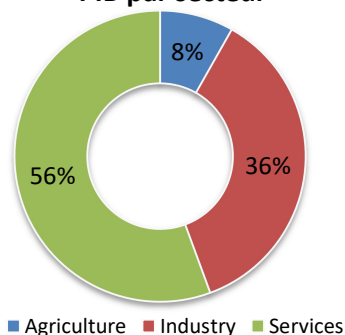
En dehors des épisodes de crises économiques qui ont touché le pays, à savoir la crise asiatique de 1997 et la crise mondiale de 2008-2009, la Thaïlande a profité d'une **économie stable et performante** au cours de ces dernières années. Suite à une baisse significative de -3,0% en 2009, la Thaïlande a connu une croissance exceptionnelle de 7,8% en 2010. En 2011 la croissance s'est contractée à 1,5% en raison des terribles inondations qui ont frappé le pays, toutefois, l'économie s'est redressée en 2012, en témoigne une croissance du PIB de 5.5% suivie par une croissance de 3,1% en 2013. En 2014, le pays connaît de nouveau un ralentissement économique avec un taux de croissance de seulement 1 % du fait du coup d'Etat militaire et des tensions politiques survenues à la fin de l'année 2013. L'année 2016 enregistre une croissance de 2,8% grâce à l'environnement politique relativement calme et à la restauration de l'investissement public. Une croissance de 3.5% est prévue pour 2017. L'élection nationale, tenue le 24 mars 2019, marque un nouvel espoir pour la démocratie, la continuité des stratégies et la croissance économique. Des projets d'investissement d'infrastructure et la volonté d'attraction de FDI sont en route. Il est important à noter que la croissance de PIB continue à s'accroître de 1% en 2014, à 4,1 % en 2018, 2,7% en 2019. Pour 2020, à cause de l'épidémie de COVID-19 qui touche le monde entier, l'économie thaïlandaise sera prévue à 0,5-1%.

Le pays est un **membre actif de l'ASEAN** et bénéficie ainsi d'un accès stratégique vers ce marché, comptant 69 millions d'habitants. Bangkok est également le siège régional de nombreuses entreprises (pour l'Asie, l'ASEAN ou la sous-région du Grand Mékong).

Le volume d'investissements directs étrangers représente 35% de son PIB. La Thaïlande est le **3^{ème} exportateur** (derrière Singapour et le Vietnam) et le **2nd importateur** (derrière Singapour et la Malaisie) **de l'ASEAN**. Le secteur du tourisme contribue au dynamisme économique du pays, avec 39,8 millions de touristes en 2019 dont 25% sont chinois.

La Thaïlande est la **deuxième plus grande économie d'Asie du Sud-Est** après l'Indonésie, et avec un statut de **pays à revenu moyen supérieur**, sert de point d'ancrage économique pour ses pays voisins en développement, comme le Laos, la Birmanie et le Cambodge. L'émergence de ces nouveaux marchés offre d'importantes perspectives de développement d'affaires.

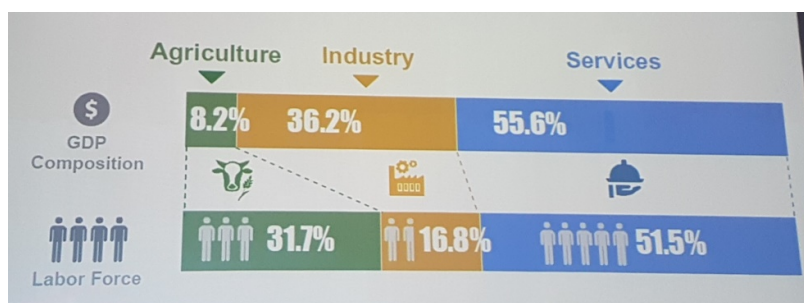
PIB par secteur



LES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE

La Thaïlande s'est remise lentement de la crise économique asiatique de 1997, pour se transformer en **l'un des acteurs économiques les plus dynamiques de la région** sur la période 2002-2008. Elle accueille aujourd'hui un grand nombre d'investissements étrangers et affiche une nette augmentation dans sa consommation de biens et services. Après les grands événements politiques ainsi que le décès du roi RAMA IX durant cette décennie, l'économie du pays a été affectée mais cela ne sera que pour une courte période. La Thaïlande a terminé l'année 2018 avec 4,1% de croissance de PIB. L'année 2019, la croissance est de 2,7% ; par contre, à cause de l'épidémie de COVID-19 qui touche le monde entier, l'économie thaïlandaise sera prévue à la baisse à 0,5-1%.

La Thaïlande est une économie émergente très dépendante des exportations. Celles-ci comptent pour près de trois quarts du PIB. Le pays est la 2^{ème} nation la plus riche de l'ASEAN avec un PIB de 520 milliard USD en 2019, après l'Indonésie (32^{ème} mondial). L'économie Thaïlandaise repose principalement sur les services (56% du PIB) et l'industrie (36% du PIB). L'agriculture n'y contribuant qu'à hauteur de 8% alors que cette filière emploie 31,7% de la population active. Les principaux biens exportés étant les produits manufacturés (88,5%) et agroalimentaire (7,9%), tandis que les importations portent sur les produits énergétiques (20%) et les machines et équipements (19,5%).



Le pays est un des principaux producteurs et exportateurs de caoutchouc, de thon en boîte, de crevettes de sucre, d'ananas en boîte, de manioc et de riz. Les industries de l'automobile et des matériels électroniques font aussi partie des secteurs porteurs de l'économie thaïlandaise, notamment grâce aux exportations. Dans le même temps, les importations n'ont pas cessé d'augmenter, notamment pour les biens de consommation, les matières premières, les biens d'équipement et le carburant.

Malgré les aléas climatiques, le tourisme continue de jouer un rôle important dans la bonne santé de l'économie du pays (plus de 14% du PIB). Les autorités ne cessent pas à promouvoir plusieurs projets pour développer le tourisme du pays. La Thaïlande est une des destinations de voyage favorites des français avec 600 000 touristes.

Le pays dispose d'une main d'œuvre de qualité et le taux de chômage reste très bas et stable; 0,7% en 2014, et 0,9% en 2019.

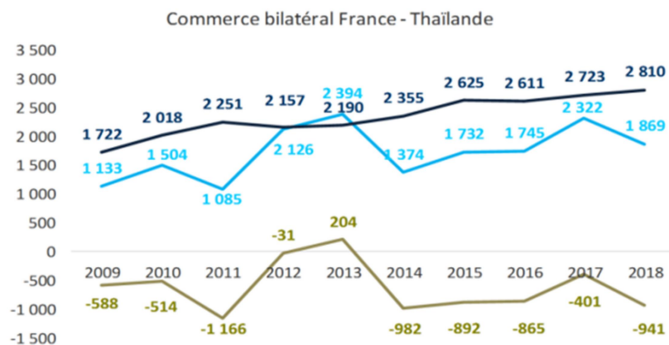
Selon la Banque Mondiale en 2019, la Thaïlande se place au 27^{ème} parmi les 190 pays en matière de facilité à faire des affaires et 3^{ème} de l'ASEAN après Singapour (2^e) et Malaisie (15^e), notamment en matière de création d'entreprises.

THAILAND		East Asia & Pacific		GNI per capita (US\$)	
Ease of doing business rank (1–190)	27	Ease of doing business score (0–100)	78.45	Population	69,037,513
✓ Starting a business (rank)	39	Getting credit (rank)	44	✓ Trading across borders (rank)	59
Score for starting a business (0–100)	92.72	Score for getting credit (0–100)	70.00	Score for trading across borders (0–100)	84.65
Procedures (number)	5	Strength of legal rights index (0–12)	7	Time to export	
Time (days)	4.5	Depth of credit information index (0–8)	7	Documentary compliance (hours)	11
Cost (% of income per capita)	3.1	Credit bureau coverage (% of adults)	60.2	Border compliance (hours)	44
Minimum capital (% of income per capita)	0.0	Credit registry coverage (% of adults)	0.0	Cost to export	
Dealing with construction permits (rank)	67	Protecting minority investors (rank)	15	Documentary compliance (US\$)	97
Score for dealing with construction permits (0–100)	71.86	Score for protecting minority investors (0–100)	75.00	Border compliance (US\$)	223
Procedures (number)	19	Extent of disclosure index (0–10)	10	Time to import	
Time (days)	118	Extent of director liability index (0–10)	7	Documentary compliance (hours)	4
Cost (% of warehouse value)	0.7	Ease of shareholder suits index (0–10)	8	Border compliance (hours)	50
Building quality control index (0–15)	11.0	Extent of shareholder rights index (0–10)	6	Cost to import	
Getting electricity (rank)	6	Extent of ownership and control index (0–10)	7	Documentary compliance (US\$)	43
Score for getting electricity (0–100)	98.57	Extent of corporate transparency index (0–10)	7	Border compliance (US\$)	233
Procedures (number)	3	✓ Paying taxes (rank)	59	Enforcing contracts (rank)	35
Time (days)	30	Score for paying taxes (0–100)	77.72	Score for enforcing contracts (0–100)	67.91
Cost (% of income per capita)	40.4	Payments (number per year)	21	Time (days)	420
Reliability of supply and transparency of tariffs index (0–8)	8	Time (hours per year)	229	Cost (% of claim value)	16.9
Registering property (rank)	66	Total tax and contribution rate (% of profit)	29.5	Quality of judicial processes index (0–18)	8.5
Score for registering property (0–100)	69.47	Postfiling index (0–100)	73.41	Resolving insolvency (rank)	24
Procedures (number)	5			Score for resolving insolvency (0–100)	76.64
Time (days)	9			Time (years)	1.5
Cost (% of property value)	7.2			Cost (% of estate)	18.0
Quality of land administration index (0–30)	19.0			Recovery rate (cents on the dollar)	69.8
				Strength of insolvency framework index (0–16)	12.5

LES ECHANGES COMMERCIAUX FRANCO-THAÏE

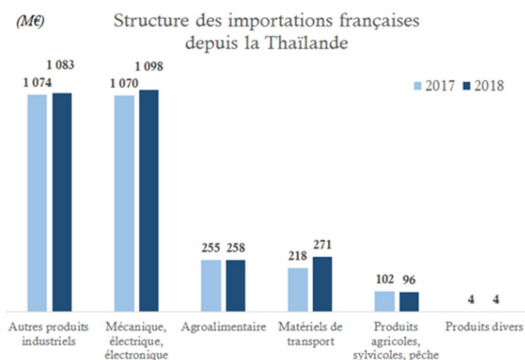
Source : Service Economique, Ambassade de France en Thaïlande

Rédigé par : Anne-Lise BAGREL, relu par : Jean CARO et Eric SAYETTAT, publié le 12 avril 2019



et la Grande-Bretagne (17,1 %).

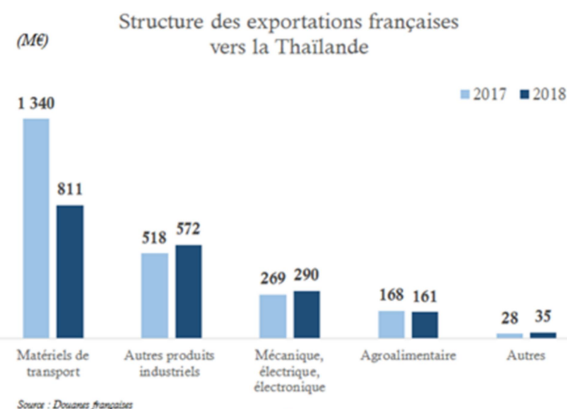
Les exportations françaises (1,87 milliards € /- 18,7% en 2018) font de la Thaïlande un marché plus important que certains pays du G20 ou membres de l'UE. Le secteur des « aéronefs et engins spatiaux » (54 % du total en 2017, 43% en 2018) reste chroniquement notre premier poste d'exportations. Les « équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique », sont en progression régulière sur dix ans (+47 %). Il convient de noter la performance sur dix ans des « produits des industries agroalimentaires françaises » (+90 %) et « produits chimiques, parfums et cosmétiques » qui ont presque doublé alors qu'ils sont contraints par des pics tarifaires et des droits d'accise élevés sur le marché thaï.



Les importations thaïlandaises en France ont aussi progressé (+3,2 %) en 2018 pour atteindre 2,8 milliards €. La France importe d'abord des « équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique » : 39% des importations en 2018 (+95 % entre 2008 et 2018). Viennent ensuite les « produits agroalimentaires » (+7,5 % depuis 2008). Le poste « textiles, habillement, cuir et chaussures » est en baisse de 16,5% et plus de sept points sur dix ans.

A moyen terme, un accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Thaïlande permettra sans doute d'améliorer l'accès au marché de produits agro-alimentaires ou de consommation produits en France et jusqu'ici soumis à des pics tarifaires.

Les échanges entre la France et la Thaïlande s'élèvent à presque 5 milliards € en 2018. Notre solde commercial fluctue en restant déficitaire: -860 M€ en 2016, -401 M€ en 2017, -940 M€ en 2018. La part de marché française en 2018 est de 1,5% et la France conserve son rang de deuxième exportateur européen (environ 17 % du total UE) derrière l'Allemagne et devant la Grande-Bretagne. Elle demeure le quatrième client de la Thaïlande au sein de l'UE (7,5 % des ventes thaïlandaises), derrière l'Allemagne (20,1 %), les Pays-Bas (17,1 %)



Les importations thaïlandaises en France ont aussi progressé (+3,2 %) en 2018 pour atteindre 2,8 milliards €. La France importe d'abord des « équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique » : 39% des importations en 2018 (+95 % entre 2008 et 2018). Viennent ensuite les « produits agroalimentaires » (+7,5 % depuis 2008). Le poste « textiles, habillement, cuir et chaussures » est en baisse de 16,5% et plus de sept points sur dix ans.

Ces évolutions traduisent une réalité : **le commerce extérieur de la Thaïlande est celui d'un pays industrialisé**. Le pays perd en compétitivité dans la confection, vouée aux pays à plus faibles coûts salariaux, mais sa base industrielle, liée aux investissements étrangers, est la source majoritaire de ses exportations. Au-delà des contrats aéronautiques toujours dominants, plusieurs facteurs font espérer une amélioration de notre solde commercial. La mise en œuvre de la modernisation économique « Thailand 4.0 », qui va de pair avec l'aménagement de l'Eastern Economic Corridor, et l'ambitieux programme d'investissements dans les infrastructures de transport (58 milliards € sur 2015-2023) suscitent l'intérêt des grandes entreprises françaises, notamment de services et d'ingénierie.

EASTERN ECONOMIC CORRIDOR (EEC)

La Thaïlande n'a jamais connu un si grand projet d'investissement dans l'infrastructure. Le gouvernement a pris l'initiative de lancer l'Eastern Economic Corridor (EEC) en 2018 pour booster l'investissement étranger dans cette zone de 13 000 km², de l'est de Bangkok qui se compose de 3 provinces : Chachoengsao, Chonburi et Rayong.

Le gouvernement souhaite terminer la EEC d'ici 2021, transformant ces provinces en un centre pour la fabrication technologique et des services, avec une forte connectivité vers ses voisins de l'ASEAN par voie terrestre, maritime et aérienne.



Le gouvernement a identifié quatre «zones centrales» essentielles pour faire de l'EEC une zone économique renommée:

1. Accroître et améliorer les infrastructures
2. Affaires, groupes industrielles et centre d'innovation
3. Tourisme
4. La création de nouvelles villes

Le gouvernement prévoit la création de 100,000 emplois par an dans le secteur de la fabrication et des services d'ici 2020 par le biais de l'EEC. L'un des principaux objectifs est d'améliorer la connectivité existante.

Améliorer la connectivité par voie maritime: Le gouvernement est en train d'agrandir le port de Laem Chabang, qui est déjà le plus grand du pays. Le but étant de devenir le centre maritime pour l'Asie du Sud Est.

Améliorer la connectivité par voie aérienne: La Thaïlande agrandit l'aéroport d'U-Tapao dans la province de Rayong. Avec l'ouverture d'un deuxième terminal et d'une piste, la capacité de passagers de l'aéroport passera de 800 000 personnes à 3 millions. L'expansion ne va pas seulement faciliter mais également accroître l'arrivés des touristes.

La connectivité routière va s'améliorer avec le développement de chemins de fer à grande vitesse et à double voie reliant les ports, les aéroports, les groupes industriels et les grands centres urbains de la Thaïlande.

L'évolution de l'EEC montre clairement que le gouvernement thaïlandais cherche à diversifier son économie, en s'éloignant des précédentes dépendances des industries du vêtement et de l'agriculture. Le gouvernement prévoit d'étendre les centres urbains de l'EEC et s'emploie à mettre au point des programmes de formation avancée pour améliorer sa main-d'œuvre qualifiée.



PRESENCE FRANÇAISE EN THAÏLANDE

Aujourd'hui, plus de 350 entreprises françaises sont implantées en Thaïlande, comprenant plus d'une soixantaine de filiales de grands groupes français et près de 300 PME et chefs d'entreprise. Ces sociétés emploient près de 70 000 salariés et elles œuvrent dans divers domaines tels que l'industrie, la construction, l'énergie, les services, les biens de consommation. Tous ces domaines d'activités symbolisent la diversité du savoir-faire français. Mais les investissements français en Thaïlande demeurent toutefois beaucoup moins importants que ceux du Japon ou des États-Unis.

Certaines entreprises françaises ont créé un **bureau régional** en Thaïlande pour approcher le marché Sud-Est asiatique. Le récent accord de libre-échange au sein de l'ASEAN et entre l'ASEAN et la Chine, prévoyant la suppression des taxes douanières sur 90% des échanges régionaux, donnent ainsi naissance à la plus grande zone de libre-échange au monde. Cet accord offre de réelles opportunités économiques pour la Thaïlande grâce à sa situation géographique centrale.

CONSEILS POUR UNE ENTREPRISE SOUHAITANT APPROCHER LA THAÏLANDE

Préparer sa démarche

Il existe de nombreuses opportunités d'investissement en Thaïlande. Il s'agit d'un marché en croissance constante dans de nombreux secteurs d'activités. Les entreprises thaïlandaises sont aussi réputées pour la qualité du travail fourni et les faibles coûts de production. Malgré tout, une sélection précise des cibles ainsi qu'un déplacement en Thaïlande sont fortement recommandés afin d'établir un contact avec les professionnels pertinents. Il est en effet difficile d'évaluer le potentiel de ce marché ou bien d'accomplir une démarche de sourcing à distance.

Optimiser son premier contact

L'anglais est assez répandu dans le milieu des affaires en Thaïlande ; ainsi, il est relativement aisé de communiquer et d'obtenir des documents officiels en anglais. Les Thaïlandais s'appellent par leur prénom précédé du mot « Khun » et jamais par leur nom. Toutefois, les entreprises thaïes présentent généralement une structure très hiérarchisée et il est souvent difficile de joindre la personne souhaitée. Dans ce contexte, une approche en Thaïe peut constituer un atout certain. De plus, un contact dans la langue de son interlocuteur est toujours fortement apprécié.

Prendre en compte l'écart culturel dans la communication et la négociation

Les thaïlandais expriment très peu leurs sentiments et évitent toutes sources de conflit pouvant les mettre dans une position inconfortable, ou leur faire « perdre la face ». Le refus est rarement exprimé tout de suite ; l'usage du « non » est parfois prohibé. Ainsi, le « Oui » ou « Ok » peut signifier « peut-être », « je vais réfléchir » ou encore masquer une négation. Il faut donc être précis et ne pas hésiter à reformuler. Néanmoins, les thaïlandais font preuve d'un fort esprit de compromis, ne jamais oublier que « tout est négociable en Thaïlande »

Entretenir un suivi régulier

Il est important de conserver un contact régulier afin d'établir une relation de confiance stable et solide et s'assurer que l'entreprise respecte toutes les conditions commerciales. La prise de décision peut sembler relativement longue en Thaïlande. La négociation sous pression est fortement déconseillée. Si la partie contractante thaïlandaise a le sentiment de ne pas être respectée, elle peut facilement annuler l'affaire.

Contactez les entreprises françaises en Thaïlande

Près de 300 entreprises françaises sont implantées en Thaïlande et emploient près de 70 000 salariés. Ces entreprises sont présentes dans de nombreux secteurs et domaines d'activité. Certaines proposent des prestations pour aider les entreprises à mieux approcher le marché thaï depuis la France. La Chambre de Commerce Franco-Thaïe peut vous accompagner dans votre démarche d'approche et vous mettre en relation avec toutes ces entreprises.

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-THAÏE (CCFT)

► La CCFT en chiffres

- Un réseau de plus de 350 membres représentant tous les secteurs d'activité
- Plus de 60 événements organisés chaque année
- 18 collaborateurs
- 2 collaborateurs dédiés à l'appui aux entreprises
- 400 demandes d'entreprises françaises traitées par an
- 22 postes de travail dans 9 bureaux privés avec le service portage salarial
- Service de recrutement au service de membres
- 2 collaborateurs dédiés à la représentation et la promotion des salons français avec le portfolio de 10 salons par an



► Historique et missions

Créée à Bangkok en 1966 à l'initiative de 20 entrepreneurs français, la Chambre de Commerce Franco-Thaïe est une association à but non lucratif de droit thaïlandais dont l'objectif est de promouvoir les investissements et les échanges commerciaux entre la Thaïlande et la France. Ses principales missions sont les suivantes :

Mission	Service en charge	Personne responsable à la CCFT
La fédération et l'appui à la communauté d'affaires franco-thaïe en Thaïlande	Service communication et événementiel - Événement networking/contenu - Communication : newsletter, site web, réseaux sociaux - Représentation et lobbying via des comités de travail	Sukanya UERCHUCHAI Sukanya@francothaicc.com
L'appui commercial des entreprises	Service d'appui aux entreprises - Appui France + centre d'affaires « LeBooster BANGKOK » - Appui Thaïlande + Promosalons (représentation des salons français)	Sommawan LOWHAPHANDU sommawan@francothaicc.com
L'appui RH	Service RH - Placement de Français à la recherche d'un emploi en Thaïlande - Recrutement pour le compte de sociétés membres	Alexandra COSTET ALBERTIN alexandra@francothaicc.com

Pour plus d'informations, contactez :

La Chambre de Commerce Franco-Thaï (CCFT)

Kian Gwan House III, 5th Fl., 152 Wireless Rd., Lumpini, Pathumwan, Bangkok, 10330

Tél : +66 (0) 2650 9613 - Fax : +66 (0) 2650 9739

contact@francothaicc.com- Site: <http://www.francothaicc.com/>